Accueil CGT Ford
PSE
Rubrique CGT GFT
Section retraités FAI et GFT
Dessinateurs en soutien Ford
Les élus CGT Ford
Revue de presse
Télés, vidéos,...
Galerie photos
Les "Bonnes nouvelles"
Nos tracts et affichages

Ford Blanquefort dans les médias

Du jeudi 4 juillet 2019

Ford condamné en appel pour avoir dérogé à sa promesse de maintien de 1000 emplois à Blanquefort

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Ford Blanquefort : victoire symbolique pour la CGT contre le constructeur automobile

SUD OUEST

Ford a violé ses engagements sur l'emploi à Blanquefort, dit la Justice

L'USINE NOUVELLE

Blanquefort : Ford reconnu coupable en appel de n'avoir pas respecté son engagement de maintien de l'emploi

Libération.fr

Bordeaux : victoire symbolique pour la CGT Ford Blanquefort

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

La CGT Ford Blanquefort le jeudi 4 juillet 2019

Ford condamné en justice !

Communiqué de la Cgt-Ford : Ford condamné en justice !

Concernant l'affaire des « 1000 emplois » la cours d'appel de Bordeaux vient de confirmer son premier jugement, à savoir que Ford n'a pas respecté son engagement de maintenir 1000 emplois minimum jusqu'en mai 2018.

Elle donne ainsi raison pour la deuxième fois à la Cgt-Ford. C'est une victoire au goût amer car cela montre qu'il y avait des choses à faire. Que si les collectivités locales, si l'Etat, si les pouvoirs publics avaient porté plainte contre Ford, s'ils avaient saisi les tribunaux bien en amont, Ford aurait été dans une position plus délicate. Et on n'en serait sûrement pas au point que nous connaissons.

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Donc nous avons raison. **Cette fois la justice s'est trouvée compétente**. Tant mieux. Et ça signifie donc que Ford a menti, a trompé la collectivité, en conséquence ça signifie que Ford a bien perçu indûment de l'argent public, des dizaines de millions d'euros !

Et pile au moment où la justice confirme la condamnation de Ford, l'Etat négocie avec, comme si c'était encore crédible. Ford est condamné mais pourrait s'en aller tranquillement, trop tranquillement, malgré les mensonges, les manœuvres. Comme dit dans notre réunion du jour, à la Préfecture, avec Bercy et les collectivités territoriales, voilà que l'Etat s'accorde avec Ford pour racheter des terrains plutôt que les réquisitionner.

L'Etat s'apprête à signer un accord de revitalisation avant même que la séquence judiciaire ne soit terminée, sachant très bien qu'il y aura appel et un nouveau jugement en septembre.

Il y a de quoi avoir une impression de tromperie, ne venant pas que de Ford, en tout cas nous faisons le constat d'une capitulation face à une multinationale forte des faiblesses et complaisances de l'Etat !

Quoiqu'il en soit. Même seuls à mener la bataille, nous continuons, nous faisons appel, pour obtenir une décision favorable, pour sauver le plus d'emplois possibles, pour les emplois induits dans la région, pour éviter une catastrophe sociale dans la région.

Nous en appelons à toutes celles et ceux qui le souhaitent à nous aider, à mener la lutte ensemble dans les dernières semaines. Nous proposons une réunion unitaire, large, ce mardi 9 juillet, au Comité d'Entreprise de l'usine à 19h, salle Douat, pour envisager et organiser une ou des actions à la rentrée.

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

D'ores et déjà nous invitons à deux soirées de résistance, solidaires, festives avec théâtre, humour et musique : le 6 septembre sur le parking du CE pour un banquet avec spectacle et le 21 septembre au Krakatoa avec le chanteur Cali et d'autres artistes.

Le syndicat Cgt-Ford

Patrons voyous !

La CGT Ford Blanquefort le jeudi 4 juillet 2019

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Journal de la CGT-Ford n° 445/67 - (jeudi 4 juillet 2019)

Bonnes nouvelles

Même pas mort (pas encore) !

On les aura un jour... on les aura !

Déception et colère c'est certain. Le TGI a donc tranché en se déclarant incompétent. Enfin « tranché » c'est une façon d'écrire car en réalité, c'est comme un match nul. Les juges affirment qu'il ne peuvent pas juger du fond de cette affaire qui consiste quand même à préserver des centaines et des milliers d'emplois directs et induits.

Après l'impuissance de l'Etat, voilà maintenant l'incompétence d'un tribunal. On peut dire que nous sommes bien aidés dans notre bataille. On peut dire qu'on se sent un peu seuls aussi quand on voit tous ces pouvoirs, ces institutions, ces responsables qui ne sont plus responsables de rien dans ces moments-là.

Restent notre détermination et notre acharnement même. Evidemment nous faisons appel car il n'est pas question que Ford s'en aille ainsi, avec ses profits, son détournement de l'argent public, sans cause économique justificative. Tout le monde le sait et tout le monde se tairait ?

Alors on continue la bataille. Tant que l'usine n'est pas fermée, tant qu'il y a de la lumière, tant que nous ne sommes pas licencié.e.s, Ford n'en aura pas fini avec nous. On fera du bruit, on organisera des actions, des initiatives pour dire non, pour notre avenir.

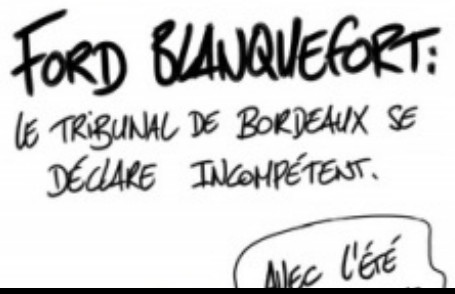
Nous en appelons à la population, aux collectivités territoriales, aux élus locaux, au pouvoirs publics, aux structures syndicales, aux collectifs, aux associations, aux partis politiques, aux médias ... Nous en appelons à leur responsabilité. Trop de ces gens-là, pas tous, sont restés passifs, silencieux, spectateurs, durant tous ces derniers mois. Il y a un moment où il faut agir, avoir du courage, faire ensemble maintenant tant qu'il est possible de sauver cette usine et les emplois.

C'est trop facile de dire qu'on n'y peut rien, que c'est perdu d'avance. Si on mène la lutte, on se donne une chance d'y arriver. Alors prenons cette chance, on a jusqu'au 30 septembre !

Incompétence générale ?

Quand le TGI se déclare incompétent, c'est quand même difficile à accepter. Mais il semblerait bien que nous nous trouvions devant une chaîne d'incompétences ou d'incapacité d'agir. Depuis Macron et Le Maire, en passant par la Direccte, les services de Bercy, depuis le début, nous ne cessons d'entendre qu'ils ne peuvent rien faire.

Ni empêcher Ford de partir, ni récupérer l'argent public, ni réquisitionner l'usine pour en faire quelque chose, ni même la



PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

reprendre avant octobre 2021 pour la réindustrialisation, ni dénoncer l'absence de motif économique. Et maintenant, le TGI ose dire qu'il ne peut pas juger lui aussi de l'existence ou pas de ce motif nécessaire pour pouvoir licencier.

Cela montre l'état désastreux des institutions paralysées, incompétentes, sans moyens et sans volonté. Résultat : General Electric, Carrefour, Conforama, Ford bien sûr, peuvent manipuler, mentir, trahir, encaisser des subventions, licencier en faisant des profits, en disant clairement qu'ils veulent faire plus d'argent ailleurs. Ils font ce qu'ils veulent, faisant même tranquillement leur pub dans les médias « indépendants » peu regardant sur la morale de leurs affaires.

Au bout, nous nous retrouvons en face d'une somme d'hypocrisie, de cynisme et de foutage de gueule.

Faudra bien y arriver... au « Tous ensemble »

Et voilà maintenant le plan de licenciements de Conforama : 1900 suppressions de postes et 32 fermetures de magasins. La série continue. Un coup on nous parle de la crise du secteur

Vendredi 6 septembre Samedi 21 septembre : entre solidarité et résistance

C'est comme si nous entrions dans la dernière ligne droite. A un mois de la fin de l'activité, à trois mois de nos licenciements, nous en sommes toujours à tenter d'empêcher la fermeture de l'usine.

En septembre, il devrait y avoir audience et jugement en appel. Jusqu'à la limite du temps additionnel ! Il nous faut alors pousser, faire du bruit pour bousculer les pouvoirs publics, qu'ils arrêtent d'être spectateurs de cette catastrophe annoncée.

Nous proposons deux rendez-vous :

Le **vendredi 6 septembre**, sur le parking du CE (CSE), à partir de 19h, un banquet avec théâtre « Ford même pas mort » (lecture théâtralisée de textes du livre) puis de la musique.

Le **samedi 21 septembre** (affiche ci-contre) avec Barré, VDB, Cali, DJ Ricco... spectacles humoristiques, danses et concerts.

Il s'agit de moments festifs, fraternels, de solidarité avec toutes celles et ceux qui ne veulent pas se résigner à la liquidation de l'usine. Donc il sera question aussi de notre colère et de notre résistance acharnée.

Pour nous la bataille continue et on veut le montrer, le dire le plus fort possible en étant le plus nombreux possible car nous sommes toutes et tous concerné.e.s.

Vente des billets

Les billets de la soirée du 21 septembre au Krakatoa sont en vente dès cette semaine. En ligne sur internet , il y a une page facebook, notre site inter-

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

automobile, puis celle de l'acier, puis celle du marché des turbine à gaz puis celle provoquée par les ventes en ligne… en clair, il y a toujours une raison pour justifier les licenciements. Les patrons ont toujours un problème avec le trop plein de salarié.e.s.

Au lieu de se faire baratiner à chaque annonce, il va bien falloir se pencher sur ce fonctionnement capitaliste violent et cynique, sur cette liberté d'entreprendre qui est celle de licencier ou fermer quand ça les arrange. On l'a vu, on peut virer sans avoir à justifier d'une cause économique. Ça devient très facile. D'ailleurs ce n'est pas étonnant de constater la frénésie actuelle de licenciements, qui dure en fait depuis des décennies, mais qui s'aggrave avec le temps.

C'est bien à nous travailleurs, plutôt que de subir, chacun.e dans son coin ou dans son usine, de défendre nos emplois, notre droit à l'emploi et donc notre niveau de vie. Cela passe par stopper les licenciements, partager les richesses et le travail, en réduisant le temps de travail, en avançant le départ à la retraite entre autres exemples….

C'est à nombreux, par le « tous ensemble », Conforama, Ford, Whirlpool… que nous pouvons changer la donne car nous sommes toutes et tous victimes des mêmes logiques d'exploiteurs. Cela nous aiderait si les directions syndicales se réveillaient, si elles aidaient à construire la bataille. C'est ce que nous tentons en contactant les uns et les autres.

net, et auprès des militant.e.s Cgt-Ford. Vous pouvez aussi vous les procurer en demandant au CE. C'est 10 euros.

QR Code accès au site =>

Cliquez ici :
Bonnes Nouvelles 445-67 (jeudi 4 juillet[...]
Document Adobe Acrobat [1.2 MB]

La CGT Ford Blanquefort le jeudi 4 juillet 2019

Dessin de Visant (un autre)

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Dessin de Urbs dans le SudOuest du jour

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Dessin que Visant nous a offert hier

Avec ce commentaire :
<< Dans la série "la justice est merveilleuse", dans l'affaire du dossier Ford Blanquefort le Tribunal de Grande Instance de Bordeaux se déclare incompétent. Voilà voilà voilà. >>

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

FORD BLANQUEFORT :

LE TRIBUNAL DE BORDEAUX SE DÉCLARE INCOMPÉTENT.

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

La CGT Ford Blanquefort le mercredi 3 juillet 2019

Ford Blanquefort dans les médias

Du mercredi 3 juillet 2019

Ford Aquitaine Industries : le TGI se dit incompétent, réunion du groupe de travail

LA TRIBUNE

Fermeture de Ford Blanquefort : les juges se déclarent «incompétents»

Libération.fr

La CGT Ford Blanquefort le mercredi 3 juillet 2019

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Communiqué de la CGT-Ford :

Après l'impuissance du gouvernement, voilà l'incompétence du tribunal : La bataille continue en appel.

Les juges du TGI de Bordeaux se sont donc déclarés incompétents. Une décision évidemment insatisfaisante pour nous car avec ce semblant de match nul, c'est tout simplement un permis de licencier et de fermer. Réclamée par les avocats de Ford lors de l'audience du 4 juin, cette "incompétence" a finalement été reconnue par le TGI. Quelle erreur magistrale ! En effet si le TGI ne peut pas, alors qui peut et doit juger de l'existence d'un motif économique ? L'Etat et la Direccte ne peuvent plus depuis les réformes de 2013, le tribunal administratif ne peut que juger du respect des procédures. Ne serions-nous donc pas face à un déni de justice ?

En clair, après des mois où président, ministères, pouvoirs publics, collectivités territoriales ont dénoncé les mensonges de la multinationale, sa déloyauté, des licenciements injustifiables, voilà que tout le monde se défausse, refusant de mener le bras de fer réellement, de prendre une quelconque responsabilité. De fait c'est donner une autorisation à licencier sans même vérifier le fondement économique d'un plan de licenciements.

C'est un véritable laisser-faire scandaleux. D'ailleurs on le constate clairement ces derniers mois. Les annonces de fermetures et de licenciements se multiplient, semaines après semaines, aujourd'hui c'était le tour de Conforama. N'importe quelle entreprise sait bien qu'il est très facile de licencier, de fermer. Pas besoin de motif, pas besoin de s'expliquer car au bout, il n'y a personne pour juger de la légalité des licenciements.

Face à cette impunité patronale, face à "l'incompétence" des pouvoirs publics, à leurs choix idéologiques au détriment de l'intérêt général, il nous reste notre détermination à défendre nos emplois, nos vies, notre dignité. Nous savons qu'il ne faut surtout pas lâcher prise et nous mènerons la bataille en judiciaire jusqu'au

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

bout. Nous ferons bien appel et nos avocats déposeront nos conclusions dès jeudi matin à la cours d'appel de Bordeaux.

Nous savons aussi qu'il nous faut mettre la pression, que la colère doit grandir, que nous devons nous organiser à nombreux, avec d'autres salarié.e.s en lutte aussi pour augmenter les effectifs ou empêcher les suppressions d'emplois, comme dans les services publics du côté des Urgences, des postiers, des enseignants ou dans le privé avec notamment les salarié.e.s du commerce (Conforama, Auchan, Carrefour ...) et tant d'autres encore.

Septembre sera donc un moment déterminant. Nous programmons deux soirées de solidarité et de résistance : vendredi 6 septembre sur le parking du CE et samedi 21 septembre au Krakatoa (voir affiche ci-jointe). La lutte continue.

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Ford Blanquefort dans les médias

Du mardi 2 juillet 2019

Le tribunal de Bordeaux botte en touche sur la fermeture de l'usine Ford

Rue89

France 3 :

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

TV7 :

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Ford Blanquefort: Poutou et la CGT ne désarment pas malgré un revers en justice

L'EXPRESS.fr

Plan social chez Ford Blanquefort : le tribunal de grande instance de Bordeaux se déclare incompétent

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

FERMETURE FORD BLANQUEFORT : LE TRIBUNAL SE DIT INCOMPÉTENT !

Fermeture de Ford Blanquefort : le tribunal de Bordeaux se déclare incompétent

Bataille judiciaire compliquée pour les ouvriers Ford de Blanquefort

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Politis

Contestation de la procédure de licenciement de Ford Blanquefort : le tribunal se déclare incompétent

.3

Ford Blanquefort : le tribunal de Bordeaux se juge incompétent pour nier une fermeture économique

BFM TV.

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

La CGT Ford Blanquefort le mardi 2 juillet 2019

Ford Blanquefort dans la presse

Ford Blanquefort : derniers rounds devant la justice ?

La CGT Ford Blanquefort le lundi 1er juillet 2019

Ford Blanquefort dans la presse

Ford Blanquefort : la CGT veut croire en une "victoire historique" au tribunal

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

La CGT Ford Blanquefort le dimanche 30 juin 2019

Communiqué de presse pour la décision de justice de mardi 2 juillet

Communiqué CGT-Ford : contre leur droit de nous licencier, pour notre droit à vivre dignement

C'est ce mardi 2 juillet que les juges du TGI de Bordeaux rendront leur décision concernant le sort de nos emplois et celui de l'usine Ford.

Nous avions assigné la multinationale Ford en justice parce que nous contestons tout simplement son droit à nous licencier. Nous dénonçons l'absence de cause économique justifiant la fermeture de l'usine et les licenciements et nous contestons aussi l'abus du droit de propriété, plus précisément celui de refuser une reprise qui aurait permis de maintenir une activité et de préserver autour de 2000 emplois (directs et induits).

Depuis trop longtemps les capitalistes licenciement, suppriment des

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

emplois, ferment et liquident des entreprises impunément et illégalement. Même avec des milliards de profits, même après avoir perçu des dizaines de millions d'euros d'aides publiques, ces multinationales comme Ford, on peut parler aussi de GE dans l'industrie ou Carrefour et Auchan dans le commerce, se croient tout permis, abusent de leur pouvoir, d'un rapport de force très favorable. Elles profitent du laisser-faire irresponsable des pouvoirs publics, plus laxistes envers les capitalistes qu'envers les manifestants qui défendent leur droit de vivre décemment.

Si l'Etat se déclare impuissant ou sans moyens légaux, c'est à tort. Car il y a le droit du travail, il y a des lois et une législation qui permettent d'empêcher les plans de licenciements et les fermetures d'usines. Le droit de propriété et la liberté d'entreprendre ne signifient pas que les patrons peuvent faire ce qu'ils veulent. La loi sanctionne l'abus de droit de propriété. C'est à l'Etat de la défendre. S'il ne s'active pas dans ce sens là, nous salarié.e.s, syndicalistes, nous pouvons le faire en saisissant la justice. C'est ce que nous avons fait.

La "constitution" ne permet pas visiblement la réquisition de l'usine Ford, elle ne permet pas à l'Etat de s'approprier des usines pour en faire quelque chose même quand ces usines sont de fait déjà en partie publique étant donné toutes les subventions, la loi n'impose d'ailleurs pas le remboursement des aides publiques détournées, alors qu'il faudrait que tout cela puisse se faire. L'Etat et les collectivités territoriales devraient se substituer aux multinationales quand elles détruisent, quand elles suppriment des emplois par milliers, quand elles s'accaparent de l'argent public. Il y a tant de choses à produire pour répondre aux besoins sociaux et environnementaux, tant de chose qui pourrait être réalisé dans un secteur "nationalisé" ou socialisé. Des solutions existent bien.

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Si la loi aujourd'hui ne permet pas tout ça, le gouvernement refusant de faire des lois anti-casseurs d'emplois, lois qui renforceraient les protections des salariés et de la population, les lois existantes permettent tout de même d'agir maintenant. Au moins elles pourraient stopper les abus, les enfumages, les tricheries qui se font au détriment des emplois, des collectivités, des populations. Encore faut-il s'en servir ou les faire respecter. C'est ce que nous faisons ou tentons en saisissant le TGI.

Ce mardi, qui sera un jour important pour nous les "ford" et pour la population dans la région, nous donnons rendez-vous devant le TGI de Bordeaux (rue des Frères-Bonies) mardi 2 juillet à 13h30. Nous irons chercher le jugement et quoiqu'il en sera, à 14h15, nous proposons une assemblée générale avec conférence de presse à la Bourse du Travail (à proximité) pour faire le point sur la situation, discuter des suites à donner, des conséquences de cette décision, de faire appel éventuellement.

La CGT Ford Blanquefort le vendredi 28 juin 2019

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

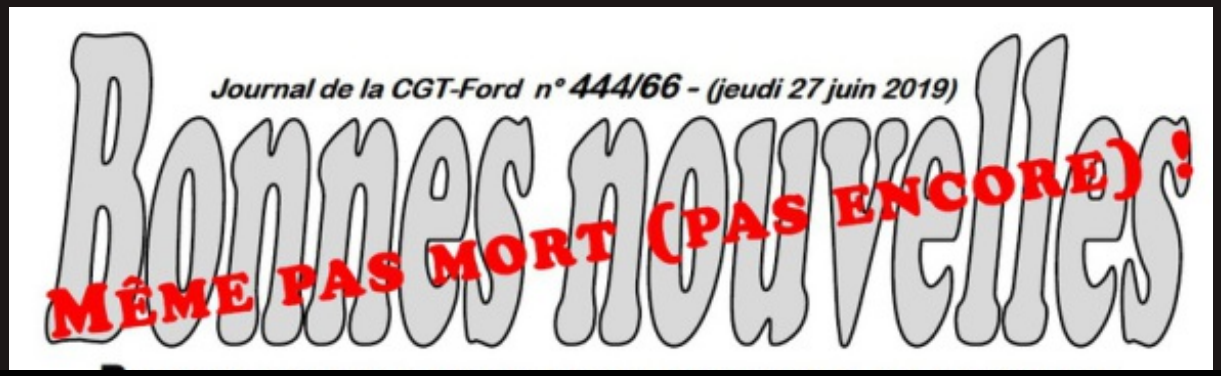
Ford va supprimer…
12 000 emplois en Europe !!!

Le massacre continue, les mensonges aussi.
"Principalement des départs volontaires" ? Menteur ! À Blanquefort, il y aura autour de 250 préretraites pour plus du double de licenciements secs!
Pendant ce temps, Ford continue à diffuser ses publicités avec la complicité coupable de Teddy Riner qui n'a toujours pas répondu à nos appels. Drôle d'éthique au service de patrons voyous !

Le Monde.fr

La CGT Ford Blanquefort le jeudi 27 juin 2019

Bonnes nouvelles n°444



PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Remettre en cause leur droit de nous virer

Même si personne n'en parle à haute voix, le fait est que beaucoup de monde y pense. Ce mardi 2 juillet, les juges du TGI de Bordeaux rendront une décision importante et pas que pour nous travailleurs de l'usine mais aussi largement autour de l'usine.

En effet, cette décision, dans un sens ou dans l'autre, aura des conséquences sociales concernant au moins directement toute l'agglomération bordelaise.

Soit la justice donne raison à Ford qui pourrait alors achever le processus de fermeture déjà bien entamé avec le départ de plus de 200 collègues et la fin de l'activité programmée au 1er août.

Soit la justice nous donne raison. A savoir que Ford n'a pas de cause économique justifiant la fermeture de l'usine et nos licenciements, ce qui signifierait alors que les licenciements sont sans « cause réelle et sérieuse » donc illégaux.

Résultat, Ford n'aurait plus le droit de nous licencier. Cela chamboulerait la donne, obligeant Ford à envisager une autre issue que la liquidation du site, obligeant aussi les pouvoirs publics à intervenir à nouveau et différemment.

Ce serait une chose extraordinaire, il faut le reconnaître, tant les capitalistes ferment et licencient avec une facilité extrême, sans être embêtés par des pouvoirs publics impuissants, incapables et parfois même complaisants.

Sauf qu'il y a une législation, un droit du travail et que, si l'Etat « laxiste » laisse faire, d'autres luttent pour les faire respecter. Car au fond, il s'agit de contester le droit de licencier en faisant reconnaître l'abus patronal comme le respect du droit à l'emploi.

Comme à Ascoval, Whirlpool, GE, Carrefour, NewLook, partout ça licencie injustement et illégalement. Il est crucial de contester tout ça.

Rassemblement
Assemblée générale
Conférence de presse

Voilà le programme pour ce mardi 2 juillet, jour du jugement du TGI concernant la fermeture de l'usine Ford et les licenciements.

C'est à 13h50 que nous irons chercher ensemble, évidemment avec celles et ceux qui le souhaitent, qui se sentent encore concerné.e.s par l'histoire de l'usine et qui espèrent encore sauver quelques centaines d'emplois à commencer par les nôtres.

Nous proposons pour cette occasion un rassemblement devant le TGI dès 13h30. Ensuite, quelle que soit la décision des juges, bonne ou mauvaise pour nous, nous proposons de faire le point et discuter de comment envisager la suite, en participant à une assemblée générale, avec notre avocat, avec nos soutiens, avec des élus locaux peut-être, à partir de 14 heures dans une salle de la Bourse du Travail qui se trouve à côté.

Rdv mardi 2 juillet à 13h30
devant le TGI-Bordeaux

Soirée solidarité III - « Même pas mort »

Samedi 21 septembre au Krakatoa

10 euros le billet. En vente dès la semaine prochaine, auprès des cgtistes, au CE et en ligne...

TGI : notre cabinet de reclassement

73 départs supplémentaires au 1er juillet. Le

Foutage de gueule

La direction a décidé de nous offrir un cadeau souvenir de l'entreprise. Elle avait visiblement un peu de

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

7 départs supplémentaires du 1er juillet. Le « vidage » continue à grand pas.

Au total à ce jour : *241 préretraités + 10 retraités + 12 transferts à GFT + 10 formations longues durée + 10 solutions « identifiées » (embauche CDI) + 55 « congés sabbatiques » en vue d'une embauche + 49 longues maladies qui n'auront pas à chercher du travail.*

Il resterait selon la direction 454 collègues sans situation. Sans compter les vraies-fausses solutions dans les départs déjà actés.

En tout cas, mais cela ne fait pas partie des plans officiels ni souhaités par Ford, nous avons une solution en réserve : celle que notre cabinet de reclassement (celui que nous avons choisi), à savoir le Tribunal de Grande Instance, pourrait nous trouver dès le mardi 2 juillet.

Clap de fin ?

Depuis l'annonce de la fermeture, Ford n'a en réalité plus d'objectif de production. Mais pour assurer un minimum une discipline au travail, elle maintien un minimum de production… jusqu'au dernier jour !

Peu à peu, les jours d'AAPF augmentent en nombre proportionnellement à la baisse des effectifs. Mais hypocritement ces jours restent « conditionnés » aux objectifs de production. Sans scrupule.

Bizarrement, le 1er août (fin d'activité) ou le 1er octobre (date de nos licenciements) ne sont pas conditionnés. Quoiqu'il arrive ça ferme ! Comme quoi…

A voir : séance de lecture

« Ford Blanquefort - Même pas mort »

Il s'agit d'une lecture théâtralisée, interprétée par des lecteurs et lectrices solidaires de cette lutte menée.

Pour rappel, il y a un an, des romancier.e.s, sociologues, humoristes, chanteuse… avaient composé des textes pour le livre "Ford Blanquefort même pas mort !" (toujours en vente au CE), en solidarité avec la lutte contre la fermeture de l'usine.

Pour la fête de quartier du Grand-Parc (historiquement c'était un quartier où beaucoup d'ouvrier.es ford y résidaient), l'association des « Petits Tréteaux » nous a proposé une initiative pour faire découvrir le livre sous forme de lectures théâtralisées.

À la CGT Ford, nous avons trouvé l'initiative très sympa et avons accepté d'y participer, il y aura un ouvrier de Ford Blanquefort dans la troupe de lecteurs, lectrices.

Venez nombreux, nombreuses écouter, découvrir ces textes interprétés par la troupe de lecteurs, lectrices. Emotions et

scrupule à nous laisser partir comme ça, sans rien ! Alors elle a eu une idée sympathique : à priori nous recevrons, toutes et tous, une photo de l'usine, peut-être une vue aérienne.

D'autres idées auraient été envisagées mais abandonnées finalement : un poster du CODIR au complet avec autographes, un bout de convoyeur, un échantillon de lubrifiant (25cl) ou encore un couvert de la Sodexo.

Une voiture neuve ou une prime de quelques milliers d'euros ? Surtout pas, la direction a pensé que c'était disproportionné et qu'il fallait rester modeste. Fidèle à elle-même, jusqu'à la fin.

Agenda chargé

La semaine prochaine, il n'y a pas que le jugement du 2 juillet. Nous avons deux rendez-vous importants :

Jeudi 4 juillet = Décision en appel du TGI concernant l'affaire des « 1000 emplois », c'est décalé vu la situation dans laquelle on se trouve, mais cela reste important dans la bataille que nous menons depuis des années.

Jeudi 4 juillet encore = réunion à Bercy. C'est plus actuel, c'est même pour continuer les échanges sur l'avenir de l'usine, pour une réindustrialisation rapide. Il est évident que le jugement du 2 juillet déterminera le contenu de la réunion.

Bercy n'arrivant pas à obtenir quoique ce soit de Ford, ce pourrait être nous, la CGT, qui débloquions la situation si nous obtenions gain de cause le 2 juillet en empêchant la fermeture de l'usine.

Et hop, acte 33

Nous donnons rendez-vous toujours au même endroit, ce samedi 29 juin, à 14 heures, place de la Bourse à Bordeaux. Pour la 33ème fois. Pour les fidèles au poste, pour tous les autres…

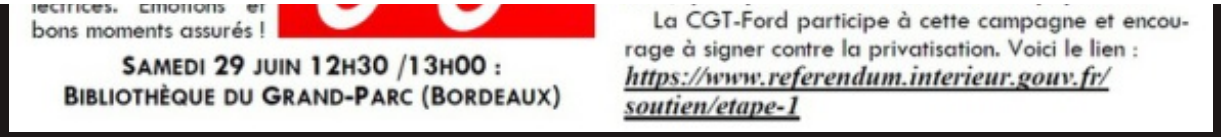
Samedi 29 juin - 14h - place de la Bourse

Campagne-Referendum contre la privatisation

Une bataille est lancée contre le projet du gouvernement de privatiser les aéroports de Paris. Un référendum (le RIP) est mis en place suite à un vote d'opposition au Parlement. 10% du corps électoral soit 4,7 millions de signatures sont nécessaires pour empêcher la privatisation des aérodromes de Paris. Si cet objectif est atteint ce serait une première victoire contre un processus de privatisation et de démantèlement de l'ensembles services publics.

Syndicats, associations, gauche politique se lancent dans une campagne pour la défense des services publics car au-delà de la question des aéroports, il y a bien sûr la défense de la santé, de l'éducation, des transports… une bataille pour des services publics qui assurent l'accessibilité de toutes et tous, qui répondent aux besoins de la population.

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API



Cliquez ici :
Bonnes Nouvelles 444-66 (jeudi 27 juin 2[...]
Document Adobe Acrobat [550.6 KB]

La CGT Ford Blanquefort le jeudi 27 juin 2019

Contre la fermeture de l'usine, décision de justice le mardi 2 juillet 2019

La fermeture de l'usine concerne, nous les salarié.e.s, les pouvoirs publics, toute la population de l'agglomération bordelaise, du département et aussi de la région... Car si ça ferme, c'est toute une activité industrielle qui disparaît, c'est autour de 2000 emplois induits qui disparaîtront. C'est l'affaire de toutes et tous !

Tout n'est pas joué d'avance ! La lutte continue !

Aujourd'hui les fermetures d'usines, les licenciements se multiplient, jetant dans la précarité, la pauvreté des milliers de familles ! Voir pire, certain.e.s commettent l'irréparable car ils ne voient pas d'autres solutions à cette situation.

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

La CGT Ford refuse cette fatalité. C’est pourquoi nous avons décidé d’attaquer la multinationale Ford pour essayer de stopper cette fermeture injuste de l’usine de Blanquefort (TGI 2/06/2019) ! Pour rappel Ford a touché près de 50 millions d’euros pour maintenir les 1000 emplois pour au final fermer.

Tant que l'usine n'est pas fermée, tant que nous ne sommes pas licencié.e.s, nous continuerons à nous battre et ce n'est pas comme l'écrit le journal Sud-Ouest "un baroud d'honneur de la CGT".

Le 2 juillet, nous aurons la décision de justice, et nous irons au TGI la chercher !

A cette occasion nous appelons à un rassemblement devant le TGI de Bordeaux à 13h30, une fois le verdict tombé, nous irons faire un point à la Bourse du Travail à 14H15 pour organiser la suite et donner une conférence de presse.

Soyons nombreux, nombreuses ce jour-là, c’est une journée importante !

Mardi 2 juillet rendez-vous à 13h30
au TGI de Bordeaux
Puis à 14h00 à Bourse du Travail de Bordeaux

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

La CGT Ford Blanquefort le mercredi 26 juin 2019

Lectures théâtralisées à la bibliothèque du Grand-Parc
Ford Blanquefort même pas mort !
Samedi 29 juin 12h30 /13h00

Samedi 29 juin 12h30 /13h :
Ford Blanquefort même pas mort !
Lectures théâtralisées, interprétées par des lecteurs et lectrices concerné-es et solidaires de cette lutte menée à 2 pas du Grand-Parc

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

(En présence d'ouvrier-e-s de l'usine Ford).

Il y a un an, des romancier.e.s, sociologues, humoristes, chanteuse… (Hervé Le Corre, Juliette, Guillaume Meurice, Monique Pinçon-Charlot, Michel Pinçon…) avaient composé des textes pour le livre "Ford Blanquefort même pas mort !", en solidarité des salarié.e.s en lutte contre la fermeture de l'usine.
Pour la fête du Grand-Parc (historiquement c'était un quartier où beaucoup d'ouvrier.e.s résidaient), l'association des Petits Tréteaux nous a proposé une initiative pour faire découvrir le livre et en solidarité des Ford, sous forme de lectures théâtralisées. À la CGT Ford, nous avons trouvé l'initiative très sympa et avons accepté d'y participer, il y aura un ouvrier de Ford Blanquefort dans la troupe de lecteurs, lectrices.
Nous avons eu environ un mois de préparation, et nous arrivons, ce samedi 29 juin à 12h30, au jour de la présentation.
Venez nombreux, nombreuses écouter, découvrir ces textes interprétés par la troupe de lecteurs, lectrices. Émotions et bons moments assurés !
À samedi !

Samedi 29 juin 12h30 /13h00 :
Lectures théâtralisées à la bibliothèque du Grand-Parc
Ford Blanquefort même pas mort !

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

La CGT Ford Blanquefort le mercredi 26 juin 2019

Ford Blanquefort dans la presse

Ford Aquitaine Industries : la décision du tribunal

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

attendue mardi 2 juillet

La CGT Ford Blanquefort le mardi 25 juin 2019

Sarrelouis : Ford supprime 900 emplois à la fin du mois

900 salariés de l'usine Ford, à Sarrelouis, perdront leur emploi dès la fin du mois. L'information a été apportée lundi, lors d'une réunion du personnel. C'est la première étape du vaste plan de restructuration arrêté par Ford qui prévoit la suppression de 5400 emplois en Allemagne, dont 1600 à Sarrelouis d'ici 2020

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

La CGT Ford Blanquefort le mardi 25 juin 2019

Ford ferme 3 usines en Russie entraînant des licenciements massifs

LE FIGARO

La CGT Ford Blanquefort le samedi 22 juin 2019

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Pour un "tous ensemble" contre les licenciements et les fermetures d'entreprises partout

Message envoyé à nos réseaux militants :

Cela fait des décennies que les plans de fermetures et de licenciements se succèdent quelque soit le secteur économique, dans l'industrie comme dans le commerce, la téléphonie, sans oublier tous les plans de suppressions d'emplois dans tous les services publics. Donc rien de nouveau mais aujourd'hui, les situations dramatiques se multiplient dans une situation sociale déjà très marquée par le chômage et la précarité.

Les exemples sont très nombreux. Il y a les cas emblématiques comme Ascoval St Saulve, Whirlpool à Amiens, General Electric à Belfort, Ford à Blanquefort. Et il y a aussi des dizaines d'autres exemples comme Arjowigins, ACC, Bultex, Bic, Auchan, Carrefour, Castorama...

Partout les licenciements sont le résultat des mêmes logiques destructrices de la course aux profits et à la productivité. Partout les profits et les dividendes sont là, énormes souvent. Partout enfin des subventions publiques importantes ont été perçues (CICE, exonérations cotisations sociales, aides diverses). Mais cela n'empêche rien, il est devenu extrêmement facile de licencier, de fermer une usine ou un magasin. Partout donc les mêmes politiques patronales, les mêmes stratégies pour nous faire accepter l'inadmissible, pour nous faire taire.

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

De leur côté, l'Etat, les pouvoirs publics, les collectivités territoriales ne font que constater les dégâts, s'indignent mais se disent sans moyen d'agir et confirment à chaque fois leur inefficacité ou leur incompétence, incapables de s'opposer ou même de limiter les dégâts sociaux.

Du coup, nous salarié.e.s, équipes syndicales, nous résistons comme nous pouvons, avec les moyens du bord et malheureusement nous perdons la plupart du temps. Difficulté supplémentaire, nous ne sommes même pas aidé.e.s par nos confédérations ou fédérations syndicales qui restent passives, sans initiatives. Il n'est pas compliqué de comprendre que notre force et notre chance de pouvoir empêcher les licenciements se trouveraient dans une riposte d'ensemble, dans la convergence de nos résistances, ce qui pourrait changer le rapport de forces.

Alors que faire ? Comme rien ne vient de nos structures syndicales, quel qu'elles soient, nous n'avons pas le choix que d'essayer par nous-mêmes. Chez nous à l'usine Ford de Blanquefort, nous sommes toujours en lutte contre la fermeture, en utilisant peut-être une dernière cartouche, celle de la justice. Pour beaucoup, la cause est perdue mais l'ampleur des conséquences dans la région bordelaise, les 2000 emplois concernés (directs et induits) nous pousse à ne rien lâcher. Et nous sommes convaincus que l'issue de notre bataille comme celles de nombreux autres dépendent de ce que nous pourrions réussir ensemble.

Nous en appelons donc à une rencontre de toutes celles et ceux qui le jugent nécessaire, pour ne plus rester isolé.e.s. Nous proposons de nous retrouver, nous les équipes militantes pour échanger sur nos histoires réciproques, pour créer des liens, pour nous coordonner afin d'envisager des initiatives unitaires. C'est ainsi que nous pourrions sortir du climat de résignation qui domine parmi nous salarié.e.s comme militant.e.s, pour retrouver le moral, la confiance en nous et du coup la force de résister à

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

plus nombreux.

Nous lançons un appel large, comme on lance une bouteille à la mer, comme un SOS à une rencontre ce vendredi 28 juin, dans le créneau 10h-13h, à Paris. Le lieu **: Bourse du travail, 3 rue du Château d'Eau, Paris (métro République)**. Pour celles et ceux intéressé.e.s, vous pouvez nous contacter à notre adresse mail cgt-ford@gmail.com ou sur notre site internet www.cgt-ford.com

La CGT Ford Blanquefort le vedredi 21 juin 2019

Compte-rendu de la réunion du CSE du jeudi 20 juin 2018

Marche de l'entreprise - Avancement des activités :
DCT : 110/jours - 88 supports
6F35: 200/jour
Fox : 576/jour

Personnels :
Effectif restant : 492 salariés au 11 juin 2019 (source = Right Management).
Prêt de main d'œuvre à GFT : 7 collègues resteront prêtés au 1er juillet.

Information-consultation sur l'organisation de la production à partir du mois de juillet 2019 :

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

2 jours d'AAPF vendredi et lundi en juillet

TTH : départ de 10 personnes, effectif restant 64 personnes.
Organisation inchangée. Fonctionnement du four dédié au DCT/6F35.
Production sur 3 jours, 2 jours d'AAPF vendredi et lundi mais selon les besoins en effectif, au cas par cas.
DCT : Départ de 4 personnes, effectif restant 70 personnes.
Même volume mais sur 3 jours. 2 jours d'AAPF vendredi et lundi.
6F35 : Départ de 8 personnes, effectif restant 99 personnes.
Organisation inchangée.
Production sur 3 jours, 2 jours d'AAPF vendredi et lundi.
Zone B : Départ de 4 personnes, effectif restant 76 personnes.
Alu et Gears : 2x8 mais possibilité de passer en 1x8 pour les Gears courant juillet.
Fox : 2x8, suppression de l'équipe de nuit.
Production sur 3 jours, 2 jours d'AAPF vendredi et lundi.
Maintenance :
Pas de changement d'organisation
3 personnes de nuit (2 RMO, 1 automaticien), 22 personnes en 2x8
Production sur 3 jours, 2 jours d'AAPF vendredi et lundi.
MP&L : Départ de 1 personne, effectif restant 50 personnes.
Pas de changement d'organisation
Production sur 3 jours, 2 jours d'AAPF vendredi et lundi.
Organisation Qualité Office : Départ de 3 personnes, effectif restant 31 personnes.
Pas de changement d'organisation.
Production sur 3 jours, 2 jours d'AAPF vendredi et lundi.
Organisation ME/Utilités : Départ de 13 personnes, effectif restant 62 personnes.

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Pas de changement d'organisation.
Production sur 3 jours, 2 jours d'AAPF vendredi et lundi.

La direction a précisé que selon les besoins des collègues, il est possible de modifier ses horaires de travail soit en changeant d'équipe, soit en horaires décalés.

La CGT fait acter que le CSE n'a pas été informé de l'arrêt définitif de l'activité des presses. Ceci faisant entrave au CE. D'autant que cet arrêt a provoqué un brouillard d'huile alors que des collègues travaillaient pas loin.

La fin des productions est toujours prévue pour le 1er août.
4 semaines de congés en août. Le mois de septembre sera en AAPF.
Par contre, **pour les personnes qui resteront après le 1er octobre,** elles n'auront que 3 semaines (obligatoires) de congés en août. Il pourra y avoir un certain nombre de personnes à qui il sera demandé de travailler durant le mois de septembre.

Avis CGT : Ford continue son chantage car les jours d'AAPF sont conditionnés au respect des volumes. La direction locale ne fait qu'adapter les volumes aux effectifs restants dans le but d'occuper les esprits et de maintenir la paix sociale. Nous ne pouvons que déplorer la situation d'une usine en fin de vie et les conséquences néfastes qui en découleront pour les salariés de l'usine mais aussi pour tous les salariés concernés par la fermeture de cette usine.

Bilan des départs et reclassements depuis l'homologation du PSE :
7 solutions identifiées d'emploi CDI/CDD

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

4 solutions identifiées d'emploi avec formation
41 congés sabbatiques
7 formations longues durées
3 créations d'entreprise
230 préretraités
12 transferts à GFT
10 retraites
4 décès, 1 licenciement
49 longue maladie
Total = 368 personnes
481 personnes sans solution.

Point sur le règlement intérieur du CSE, modalités pratiques de fonctionnement du CSE (mise en place des commissions) :
De nouvelles modifications sont demandées par la direction. Il ne peut donc pas être voté ce jour.

Point sur le repositionnement chez GFT :
Au 20 juin, 12 transferts.
Visite médicale pour les transferts chez GFT ? Des collègues nous en ont informé anonymement et s'en plaignent. Jusqu'au 1er janvier 2017, une visite médicale devait systématiquement être organisée par l'employeur pour tous les salariés, avant l'embauche ou au plus tard avant l'expiration de la période d'essai.
A compter du 1er janvier 2017, la visite médicale d'embauche est remplacée par la visite d'information et de prévention.
Pour mieux comprendre ce qu'il se fait à GFT, que ceux qui nous ont laissé un courrier anonyme se rapprochent de nos militants.

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Divers :

- Pourquoi le bulletin de paie est arrivé en retard ? Il y a eu un bug informatique et les paies étaient fausses. Il ont dû recommencer la paie.
- Ford avait prévu 350 départs en préretraites et seulement 230 sont partis dans ces conditions, la CGT demande à élargir le champs des préretraitables en ramenant l'âge de façon à permettre à plus de collègues de profiter de cette solution de départ. Le DRH répond que la réponse est NON !

La CGT Ford Blanquefort le jeudi 20 juin 2019

Bonnes nouvelles n°443

Journal de la CGT-Ford n° 443/65 - (jeudi 20 juin 2019)

Bonnes nouvelles

MÊME PAS MORT (PAS ENCORE) !

ET SI ON GAGNAIT LE 2 JUILLET...

Il y a un an, le 20 juin 2018, nous étions à Cologne pour dénoncer la fermeture de l'usine de Blanquefort en même temps que les menaces de suppressions d'emplois dans d'autres usines Ford en Europe, avec nos camarades allemands et espagnols. Il y a un an, effectivement, les dirigeants de Ford annonçaient la fermeture de l'usine (le 7 juin) et lan-

ments, nous pouvons en parler au présent, grâce à l'action en justice. En effet, il est possible encore de contrer les plans dégueulasses de Ford. Car nous n'acceptons sûrement pas de perdre notre emploi, sachant que derrière c'est la galère.

Certes des collègues partent en préretraite (bien méritée) et d'autres cherchent déjà un autre emploi. Mais quelle

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

çaient leur PSE le 23 juin.

Un an après, la situation n'est pas réjouissante, les collègues partent par wagons, l'usine s'éteint progressivement. Nous n'avons pas réussi à empêcher la catastrophe, pourtant à au moins une minorité, nous avons lutté comme nous avons pu, nous avons dénoncé, nous nous sommes accrochés sans réussir jusqu'à maintenant à imposer une autre issue que celle voulue par Ford.

Mais tout n'est pas fini ! La résistance pour empêcher la liquidation du site et nos licenciements, que soit la chance ou le malheur de chacun.e d'entre nous, le fait est que si l'usine ferme, c'est forcément une chose grave de conséquences pour des milliers de gens autour de nous. A commencer par l'usine GFT qui va se retrouver directement en danger.

Donc la bataille pour sauver l'usine, une activité, le plus d'emplois possible, c'est notre affaire, c'est l'affaire de la population, des collectivités locales… et plus on sera nombreux à nous en préoccuper, plus on y arrivera. ***Alors rendez-vous le 2 juillet à 13h30 devant le TGI.***

Un monde pourri

C'est assez incroyable de voir Bill Ford et les dirigeants de Ford se pavaner un peu partout, vanter la « révolution », leurs changements, leurs innovations et leurs bonnes sensations pour la multinationale durant les années qui viennent. Alors que dans le même temps, ces dirigeants cyniques virent des milliers de travailleurs dans le monde.

S'ils se la jouent aussi tranquillement, c'est qu'autour d'eux, du côté du pouvoir et du monde des privilégiés, ce n'est que complaisance, hypocrisie et tromperie. Il suffit de voir les campagnes gouvernementales relayées par les gros médias qui font comme s'il y avait des emplois partout, que s'il y a du chômage c'est à cause des… chômeurs trop gâtés, pendant que les milliardaires et autres véritables parasites font leurs affaires et la fête.

Ces gens ignorent volontairement la réalité sociale dramatique, ils vivent dans leur bulle, méprisant la population, les pauvres, rassurés de voir le mouvement de colère des Gilets Jaunes en train de s'éteindre. En espérant qu'ils se trompent et que leur monde va s'écrouler bientôt.

Soirée solidarité « Même pas mort II »

Samedi 21 septembre au Krakatoa

Avec Cali, parrain de la soirée, Pierre-Emmanuel Barré, Radio Elvis, Bertrand Belin, Thomas VDB, DJ Ricoo et d'autres artistes dont nous attendons la réponse. Parce que la bataille n'est pas terminée, parce que l'espoir de sauver quelque chose est encore là… ***Voilà une soirée à réserver !***

Avec nos camarades de Ford Europe

Ford frappe fort partout dans le monde, notamment en Europe. Après Blanquefort, c'est Bridgend (Pays de Galles) qui est condamnée à la fermeture et d'autres usines qui sont menacées. Aujourd'hui ce sont des plans de licenciements ou de suppressions d'emplois en Allemagne comme à Saarlouis et à Cologne.

Nous sommes en lien avec des camarades des usines de Cologne et Saarlouis. Un an après notre rassemblement à Cologne, nous discutons d'une éventuelle action commune, pour exprimer la nécessaire solidari-

Désertion précoce

La Sodexo a déjà commencé son déménagement depuis plusieurs semaines. Plus qu'une caisse, quasiment plus de personnel surtout l'après-midi. Le calendrier de Ford est un peu chamboulé.

Il était sans doute prévu qu'en mai-juin-juillet nous serions beaucoup moins que ce que nous sommes encore à « travailler » dans l'usine. Il est vrai que son PSE a pris 3 mois de retard et que les vagues de départs ont été retardées d'autant.

Codir en préretraite

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

té des travailleurs par delà les frontières et aussi bien sûr pour dénoncer ensemble les restructurations et licenciements injustifiables de Ford.

A cause des déplacements que cela nécessite (frais de transport et disponibilité), ce n'est jamais simple. Mais au moins nous en discutons pendant que les responsables syndicaux de l'IGMetal allemands ou des Trade Union anglais laissent faire.

C'est Teddy qui le fait

Il fait le malin à longueur de pub, lui le costaud plein de muscles qui se fait craindre de ses collègues. Mais il faut le reconnaître, il est moins balaise quand il s'agit d'assumer son contrat mirobolant pour soigner l'image de la multinationale devant des salarié.e.s qui sont licencié.e.s.

Il n'a jamais répondu à nos sollicitations, jamais pris position sur la fermeture de l'usine, pas gêné semble-t-il de se remplir les poches avec de l'argent gagné grâce à notre travail.

Pas glorieux le type.

Triche toujours

Les 24h du Mans se sont mal finies pour Ford : une voiture disqualifiée et une autre déclassée. La firme prise en train de tricher ? Le réservoir d'essence étant plus grand que la capacité autorisée… pour 0,8 litres. Mince.

Décidément, Ford a du mal avec le respect des règles, avec la correction. Et au final cela semble plus facile de fermer une usine que de gagner une course.

Il était temps. Au moins la moitié de la direction part en préretraite. En réalité cela faisait longtemps que le Codir n'était plus en activité, comme un genre de chômage partiel.

Leur seule tâche toutes ces dernières années aura été de préparer, justifier et organiser la fermeture de l'usine. Pas de regret. Dommage seulement que nous partions en même temps ou presque. A moins que…

Soutien « urgences »

Hier une délégation Cgt-Ford est allée soutenir les salarié.e.s en lutte des Urgences de l'Hôpital St André à Bordeaux, en grève pour défendre leurs conditions de travail.

Cela fait des mois que des dizaines de services d'Urgences (jusqu'à 120 cette semaine) sont mobilisées pour défendre le service public de santé, pour plus de moyens humains. Une lutte qui touche à nos vies et qui concerne toute la population.

Ensemble contre les licenciements

Nous avons pris contact avec des camarades des syndicats des usines comme Whirlpool, Ascoval, General Electric notamment, celles dont les fermetures ou les plans de licenciements sont médiatisés.

Nous essayons de mettre en place une réunion pour que les équipes militantes se rencontrent et échangent sur nos histoires réciproques, de manière à coordonner si possible nos résistances, à construire une bataille commune contre les licenciements partout.

Chacun de son côté, on se fait avoir, on n'est pas assez forts pour empêcher les catastrophes.

Ce n'est pas simple car nous ne sommes pas aidés par nos structures syndicales. Les confédérations, fédérations ne font rien pour nous mettre en lien les uns avec les autres. Elles ne proposent rien, aucune initiative convergente contre les fermetures et les licenciements pourtant très nombreux en ce moment.

En clair, on se démerde. Le niveau de passivité de toute part est extraordinaire. On l'a vu avec les pouvoirs publics, l'Etat lui-même incapables d'agir, voire complices. On le voit aussi avec des médias qui traitent ces sujets à la légère, dédramatisant la situation, faisant croire qu'il y a des recrutements partout. Le journal Sud-Ouest fait, sans aucune honte, de la publicité pour Ford dans ses pages à quelques semaines d'une fermeture programmée. Tout le monde fait comme s'il n'y avait rien à faire, faussement fataliste.

Alors malgré ces attitudes lamentables et scandaleuses, il est important de trouver les moyens de nous défendre. Demain c'est GFT qui sera directement menacé et puis d'autres encore, sans oublier les services publics qui disparaissent. Alors, c'est incontournable, soyons-en conscients, préparons le « tous ensemble ».

Cliquez ici :

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Bonnes Nouvelles 443-65 (jeudi 20 juin 2[...]
Document Adobe Acrobat [483.0 KB]

La CGT Ford Blanquefort le jeudi 20 juin 2019

Courrier envoyé à Bercy, à la Préfecture, à la Direccte et en copie aux collectivité territoriales

Bonjour
(Copie aux collectivités territoriales et la Direccte)

Nous vous écrivons à la fois pour donner quelques nouvelles et informations de notre situation ici à l'usine, pour vous demander quand vous pensez organiser la prochaine réunion du groupe de travail « réindustrialisation du site » et pour préciser quelques points de doutes et de désaccords.

D'abord quelques dernière informations :

Situation de l'usine

- La direction organise les départs : 357 dossiers finalisés à la date du mardi 11 juin, jour de la dernière commission de suivi du PSE. Il s'agit essentiellement de préretraité.e.s (224).

- Le niveau de production est de plus en plus faible. La fin officielle est toujours prévue le 1 août mais déjà des secteurs s'arrêtent.

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

- Ford a visiblement recensé ses machines et en aurait déjà « placées » une grande partie (pour l'usine de Valence, ailleurs …), il semblerait qu'il n'y ait pas de transparence encore une fois, que Ford fait ce qu'il veut, à moins que vous ayez des informations que nous n'avons pas. Ne croyez-vous pas que l'Etat et les collectivités territoriales risquent fort être à nouveau les « trahis » de service ?

Tribunal

- Vous ne nous avez pas demandé de nouvelles mais l'audience a bien eu lieu le mardi 4 juin, une semaine après celle en appel du mardi 28 juin portant sur le non-respect de l'engagement Ford pour le maintien des 1000 emplois minimum. Nous avions reçu la veille un courrier signé de toutes les collectivités territoriales appuyant notre démarche, comme quoi c'était possible de prendre une position de soutien. Et nous avions reçu votre réponse, la veille aussi, comme quoi vous refusiez d'appuyer d'une manière ou d'une autre notre démarche visant à empêcher Ford de fermer l'usine. L'Etat a d'ailleurs même pas jugé utile de se faire représenter lors de l'audience par le procureur de la république comme cela aurait pu (ou dû) se faire. Cette absence de l'Etat nous apparaît comme injustifiable et lourde de signification.

- Vos 3 arguments justifiant le non-soutien de Bercy sont d'ailleurs incompréhensibles, nous vous avions répondu, comme si vous ne compreniez pas la situation. Pour résumer :

1) l'assignation au TGI ne s'attaque ni au PSE, ni à la décision d'homologation du PSE par les services de l'Etat. C'est Ford (et Punch, à la demande du TGI) qui était assigné pour absence de cause économique justifiant la fermeture de l'usine et pour abus de droit de refuser un repreneur. Nous avons fait le choix de ne pas saisir le tribunal administratif pour plusieurs raisons alors que l'homologation du PSE était discutable ne serait-ce par le fait que le Comité d'Entreprise n'avait pas été consulté sur la 3ième proposition de reprise de Punch (celle du 18 février),

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

comme dit à l'audience du 4 juin.

2) vous faisiez référence à notre recours auprès de l'Organisation Internationale du travail (OIT), nous appuyant sur la convention 158 (articles sur le licenciement), cela vous posait semble-t-il un problème, alors que le président Macron et la ministre Pénicaud viennent de rendre hommage à l'OIT, défendant aussi l'importance de cette instance et ses conventions, celles justement que nous défendons contre Ford et aussi c'est vrai qui entrent en contradiction avec les Ordonnances Macron (entre autres).

3) Au sujet des 15 millions d'euros promis par Ford, car ce n'est qu'une promesse de plus : vous mettez en avant cette somme d'argent qui reste hypothétique et même si elle était vraiment apportée par Ford, en quoi est-ce une chose si importante au point de ne plus se confronter à la multinationale ? Sauver l'usine et des centaines d'emplois, ça vaut moins que ces 15 millions d'euros ? Faites-vous aussi peu confiance dans la justice et dans notre droit social pour préférer un possible accord qui dédouanerait la multinationale sous la forme d'un solde de tout compte ? Et qu'en sera-t-il réellement des frais liés à la dépollution et au démantèlement ? Ne vaut-il pas mieux faire respecter la loi et les intérêts de la collectivité, des salariés comme de la population, plutôt que chercher un compromis ?

Vous aviez donc toutes les raisons d'agir avec nous au tribunal, à la fois pour défendre les articles 8-9 et 10 de la convention 158 de l'OIT que Ford méprise totalement et aussi pour défendre le droit social « français » à savoir qu'il faut une cause économique pour licencier, que le droit de propriété à une limite, celle d'abuser de ce droit, enfin de rappeler qu'il y a un droit à l'emploi qui est lui aussi constitutionnel. Vous savez comme nous que Ford à tort, que ses dirigeant ont abusé de leur droit, ont été déloyaux et n'ont pas de motif économique pour nous licencier. C'est quand même le fond des déclarations du ministre B. Le Maire et du président Macron en décembre dernier.

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Votre absence au tribunal, votre refus de soutenir notre démarche relève votre incapacité ou manque de courage à défendre jusqu'au bout les emplois.

- Alors que toutes vos démarches ont échoué, que vous n'avez jamais réussi à contraindre Ford à envisager de céder son usine, de ne pas aller au bout de son obsession de la liquider, vous auriez pu au moins prendre au sérieux la seule démarche, à ce jour, qui peut sauver l'usine et les emplois.

Si jamais les juges ne nous donnent pas raison le mardi 2 juillet (jour du rendu de la décision), vous porterez forcément une part de responsabilité.

Concernant la suite de notre collaboration :

- Lors de notre dernière rencontre, on s'était entendu pour une réunion après l'audience du 4 juin. Vous prévoyez quoi maintenant ? Nous sommes disponible évidemment pour participer encore au groupe de travail mais franchement, nous souhaitons rappeler quelques conditions nécessaires qui ne semblent pas toujours respectées.

- Nous n'avons aucune information concernant le suivi du projet de protocole d'accord entre Ford et l'Etat, celui qui avait été discuté lors de nos réunions. Ford a reçu le projet il y a plus d'un mois et depuis nous ne savons rien, ni de sa réponse, ni s'il est signé ou pas. D'après ce qu'écrivait A. Kirchner dans son courrier du 3 juin, un accord serait finalisé ou pas loin. D'après ce que nous entendons ici ou là, il y aurait eu des contacts entre Ford et l'Etat ces dernières semaines. Qu'en est-il ? Le fait est que la transparence réelle est plus que difficile pour vous. De notre côté, nous pensons assurer. Nous vous avons fourni tous les documents du tribunal, nous vous informons régulièrement, nous exprimons notre façon de voir les choses, nous critiquons ouvertement vos actions quand nous ne sommes pas d'accord.

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

- Donc notre participation au groupe de travail, nos réunions à Bercy ou ailleurs, nous sommes pour mais cela suppose une franchise et une transparence réciproque.

Nous attendons votre réponse. Cordialement.

La CGT Ford Blanquefort le jeudi 13 juin 2019

Bonnes nouvelles n°442

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Le compte à rebours est lancé : moins de deux mois avant l'arrêt total de la production, moins de 30 jours de travail pour celles et ceux qui viendront jusqu'au 1er août. Et moins de 3 mois avant de recevoir nos lettres de licenciements ! Bon entre temps, il y aura ce que nous appellerons encore nos congés d'été, rallongés pour fêter l'évènement.

Voilà donc le programme des festivités tel qu'il est établi par Ford. Mais, car il y a un « mais », une partie de ce qui est inscrit dans le calendrier peut être remis en cause.

En effet, la décision des juges du TGI va tomber le mardi 2 juillet. Et que ce soit en faveur de la CGT-Ford ou en faveur de la multinationale, il y aura appel pour une dernière décision possible début septembre. Le suspens est là.

Si le jugement nous donne raison, Ford se verra interdire de fermer l'usine et de licencier. Evidemment cela changera la donne. L'effet direct sera que la direction ne pourra pas envoyer les notifications de licenciements.

Nous sommes certains d'avoir raison en droit et raison d'agir ainsi. Mais il est vrai que nous ne sommes pas sûrs de gagner. Aussi il est normal de douter tant il y a d'enjeux et de conséquences. Mais nous espérons fortement que la justice tranchera en faveur de nos intérêts de salarié.e.s.

D'une part ce serait une grosse claque pour Ford qui paierait ainsi son arrogance, son mépris de la collectivité. Ce serait aussi un coup porté aux autres multinationales et autres entreprises qui se comportent comme Ford, qui font des profits, encaissent des subventions publiques et continuent de licencier, se moquant de tout le monde.

Ce serait énorme parce que pour une première fois, il serait rappelé qu'on ne fait pas tout ce qu'on veut dans la vie, même quand on est puissant et qu'on s'appelle Ford. Qu'il y a encore des droits sociaux, des protections sociales, qu'il y a le droit à l'emploi, sacré lui aussi.

Enorme enfin parce que ça montrerait que le refus de se plier et résister, ça peut payer.

Drôle d'ambiance

L'usine était à moitié vide depuis des années, depuis la première tentative de départ de Ford. A son retour en 2011, l'espace total n'avait jamais été réoccupé par de nouvelles machines et secteurs de production.

Mais durant ces deux derniers mois, ce sont les salariés qui « dégagent » et à grande vitesse : près de 200 depuis le 1er mai. Essentiellement des préretraité.e.s (224), une poignée de retraité.e.s (10), quelques licencié.e.s anticipé.e.s (31), d'autres en suspension de contrat (43) et voilà le résultat.

Tous les collègues dont les dossiers sont finalisés ne sont pas tous partis, une nouvelle vague de départ est prévue le 1er juillet.

Dans ces conditions, maintenir une activité relève de l'exploit et même si c'est vrai, cela fait longtemps que nous ne produisons plus beaucoup. Certains secteurs tournaient plus qu'au ralenti et jeudi dernier, ce sont les « Presses » qui se sont arrêtées définitivement.

Une drôle d'ambiance donc, avec une impression de gâchis.

Actons encore (31)

Le mouvement de contestation Gilet Jaune a perdu sa dynamique mais n'est pas fini. Ce samedi 15 juin, il y a toujours le rendez-vous de manifestation à 14 heures, place de la Bourse à Bordeaux. Nous y appelons.

Tout le monde se débine... sauf nous ?

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Les collectivités locales avaient rédigé une lettre commune pour soutenir l'action en justice de la CGT-Ford. Pour nous c'était important de ne pas se retrouver complètement seuls. Parce que du côté de l'État, des pouvoirs publics en général c'est la dérobade.

Alors que tout le monde était d'accord pour dénoncer Ford, sa déloyauté, ses mensonges, sa trahison, une fermeture injustifiée, cela à coup de grandes déclarations et de coups de colère... voilà que quelques semaines plus tard, le président, le ministre, le délégué interministériel, les services de Bercy, tous ont manqué le rendez-vous du TGI.

Personne, même pas par l'intermédiaire du procureur de la république. L'État a jugé bon de s'abstenir, de nous laisser seuls nous confronter à Ford au tribunal. C'est évidemment injustifiable. Eux qui se plaignent de leur impuissance, du manque de moyens pour mettre la pression, voilà qu'ils zappent le moyen (le seul ?) de bloquer le plan de Ford.

Non ils n'avaient pas aqua-poney. Il leur manque juste d'être logiques et conséquents avec eux-mêmes, d'être responsables à l'égard des salariés et de la population, de mener la bataille jusqu'au bout comme ils l'avaient promis, comme ils le promettent d'ailleurs aux salariés de GE, Ascoval, Whirlpool et les autres...

Car nous leur avions pourtant proposé de mener l'action en justice avec leur appui, en collaborant, nous leur avions expliqué les enjeux et motivations, tout l'intérêt de défendre le droit social pour contraindre Ford à ne pas liquider l'usine.

Si nous gagnons sans eux, cela montrera clairement qu'ils ont eu tort et cela devrait les bousculer pour la suite. Mais si nous perdons, ils auront une grande part de responsabilité. Car même en dehors de l'action en justice, que font-ils, que négocient-ils avec Ford, quels sont leurs objectifs ? Sans aucune transparence de leur part, c'est forcément compliqué pour la suite.

Mais contrairement à eux, on s'accroche !

Ford ferme encore

La série noire continue et les dégâts sont énormes. Cette fois c'est l'usine de moteur de Bridgend au Pays de Galles qui est condamnée à la fermeture : 1700 salarié.e.s directement menacé.e.s de perdre leur emploi, sans compter des milliers d'autres induits autour.

Cela fait un moment que Ford prépare son plan destructeur. Étape par étape, les annonces se succèdent, restructurations en Europe et dans le monde. Comme il y a 10 ans, Ford ferme, liquide, licencie avec l'argument de la crise permanente de l'automobile. C'est pratique, dès qu'il y a un souci (vrai ou inventé), c'est toujours aux salarié.e.s de payer, jamais aux actionnaires, jamais aux dirigeants qui se gavent quelque soit la période.

Ce qui reste surprenant et inquiétant, c'est l'absence de réaction des centrales syndicales. En Europe, pour parler de celles qu'on connait un peu, les fermetures de Russie, de Blanquefort, de Bridgend, les menaces sur Cologne et Saarlouis, cela n'affole pas tant que ça, pas de réaction, pas de riposte. Alors que nous devrions défendre nos emplois, coûte que coûte, toutes et tous ensemble, par delà les frontières. A plusieurs milliers, nous pèserions évidemment beaucoup plus et ça nous redonnerait confiance.

Appel lancé contre les licenciements... partout

Tant que l'usine n'est pas fermée, nous mèneront la bataille pour défendre nos emplois, avec les moyens du bord, avec les outils à notre disposition.

Le « nous » ça peut et même ça devrait englober les autres, les salarié.e.s des autres usines qui subissent fermeture et licenciements. Comme à Whirlpool, Ascoval, GE, Arjowingins, ACC. Mais pas que dans les usines, du côté aussi de

a pas que la solidarité entre travailleurs qui rend nécessaire d'agir ensemble, il y a tout simplement que quelque soit le secteur, industrie ou commerce par exemple, nous subissons les mêmes logiques de rentabilité, de compétitivité qui se traduisent par des licenciements.

Ce sont aussi les mêmes logiques de réduction des coûts qui provoquent la destruction des ser-

Les équipes militantes sont prises dans leurs difficultés. Ce sont les confédérations, les fédérations syndicales qui devraient aider pour agir en ce sens. Or même à la CGT, rien n'est tenté, aucune initiative n'est prise pour construire la convergence.

A la CGT-Ford nous avons des liens avec des camarades et nous proposons à nouveau une rencontre pour une initiative com-

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

celles et ceux qui travaillent à Auchan ou Carrefour, Castorama.

Nous sommes convaincus qu'ensemble et unis, qu'en coordonnant nos luttes nous serions plus efficaces et plus forts. Il n'y

vices publics et les suppressions d'emplois dans les hôpitaux, écoles, transport…

On a vraiment les mêmes intérêts à mener les batailles en commun. Pourtant il ne se passe rien.

mune contre les licenciements partout. Nous avons lancé un appel à nous retrouver rapidement pour discuter, préparer et agir ensemble. Pas facile de l'organiser mais c'est important.

Cliquez ici :
Bonnes Nouvelles 442-64 (jeudi 13 juin 2[...]
Document Adobe Acrobat [769.7 KB]

La CGT Ford Blanquefort le jeudi 13 juin 2019

Communiqué de presse Cgt-Ford : contre la fermeture de l'usine, décision de justice le mardi 2 juillet 2019

Pour l'interdiction de la fermeture de l'usine Ford : décision de justice le mardi 2 juillet

C'est une affaire sérieuse, qui ne concerne pas seulement le syndicat Cgt-Ford, pas seulement non plus les salarié.e.s de l'usine. C'est toute la population de l'agglomération bordelaise, du département et aussi de la région qui est concernée par le sort de l'usine. Car si ça ferme, c'est toute une activité industrielle qui disparaît, c'est autour de 2000 emplois induits qui disparaîtront. Nous le rappelons parce qu'à notre avis, cette "affaire" est traitée insuffisamment et même incorrectement dans les médias.

Cela donne l'impression que tout était joué d'avance, que l'action en justice n'est qu'un épisode sans suite. C'est finalement comme s'il n'y avait rien à faire contre les licenciements et les fermetures d'entreprises. C'est au fond

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

comme si c'était irréaliste de remettre en cause ce système injuste qui donne le droit de licencier à des multinationales qui font des profits et qui perçoivent des subventions publiques. Comme si le problème ne se posait pas. C'est normal, c'est banal. C'est d'ailleurs ce qui "choque" Ford. Nous ouvriers comment pouvons-nous oser nous opposer aux licenciements, remettre en cause la légitimité de Ford à nous virer et donc sa liberté d'entreprendre et au bout son droit de propriété ? Et bien justement c'est ce que nous disons et faisons : nous ne reconnaissons pas le droit de Ford de nous licencier, nous dénonçons l'abus de droit de propriété car il y a forcément une limite à leur "droit sacré". Il y a notre droit à l'emploi, à la vie décente. Et dans le fond il y a aussi nos droits démocratiques qui consistent à donner le droit de contester, de refuser de se plier, de ne pas subir et d'ouvrir sa gueule.

C'est de tout cela dont il s'agit. Et ce n'est pas comme l'écrit le journal Sud-Ouest "un baroud d'honneur de la Cgt". C'est ne rien comprendre à ce qui se passe. Ou pire, c'est éluder volontairement le problème posé. A savoir que la fermeture de l'usine Ford est un scandale, une injustice terrible qui fait suite à de nombreux plans de licenciements et de fermeture, qui malheureusement en précédera d'autres. La situation sociale est grave, partout ça ferme, partout ça licencie. Et partout ça fait des profits, ça engrange des dividendes, ça accapare de l'argent public. Conséquences, le chômage, la précarité et la pauvreté explosent !

Notre responsabilité est de mener la bataille pour défendre nos emplois et les emplois de toutes et tous. Cela devrait être aussi celle des pouvoirs publics, de l'État et du gouvernement qui restent étonnamment passifs et absents de notre action en justice. Eux qui s'étaient engagés à ne pas "baisser les bras", eux qui avaient pourtant dénoncé la "trahison" de Ford, l'absence de cause économique pour justifier la fermeture et la déloyauté de Ford à l'égard du projet de reprise, voilà qu'ils n'appuient pas l'action en justice. Tout ça au nom d'un accord hypothétique avec Ford, pour quelque 15 millions d'euros "promis" par Ford alors qu'il y a moyen d'empêcher les licenciements ? Comment l'État peut-il encore faire confiance ? Pour au final s'indigner d'une future trahison ?

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

En fait, seules les collectivités territoriales ont osé prendre position en soutenant l'action de la CGT-Ford. Alors que l'ensemble des pouvoirs publics devraient agir pour l'intérêt collectif, contre l'égoïsme et la rapacité destructrice de la multinationale Ford. L'enjeu est bien de rappeler les règles démocratiques, de faire appliquer le droit du travail, d'empêcher Ford de faire comme bon lui semble. C'est forcément ensemble, avec les salarié.e.s, la population que nous pouvons agir efficacement. Il n'y a pas d'impuissance ou de fatalité qui tiennent. C'est une histoire de bataille sociale et démocratique.

Et de ce point du vue, les médias ont un rôle à jouer pour changer la donne, au moins en faisant écho correctement de la résistance collective contre la loi du profit, contre la casse sociale.
Notre bataille est légitime, nous ne lâcherons pas. Nous attendons avec impatience la décision des juges du TGI le mardi 2 juillet, sans oublier le rendu de la décision du TGI prévu le jeudi 4 juillet pour l'affaire des "1000 emplois". Nous nous rassemblerons ce jour-là. Et quoiqu'il arrive, ce ne sera pas la fin. D'ores et déjà, le samedi 21 septembre, nous organiserons une soirée de solidarité au Krakatoa (Mérignac), parrainée par le chanteur Cali et avec d'autres artistes.

Tant que l'usine n'est pas fermée, tant que nous ne sommes pas licencié.e.s, nous continuerons à nous battre.

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

La CGT Ford Blanquefort le jeudi 6 juin 2019

Ford Blanquefort dans les médias

Du jeudi 6 juin 2019

Ford Aquitaine Industries : au tribunal le groupe Punch confirme qu'il va se retirer

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

LA TRIBUNE

Ford va fermer une usine de moteurs, revers pour l'automobile britannique

nouvel Obs.com en temps réel

La CGT Ford Blanquefort le jeudi 6 juin 2019

Retrouvez l'historique de cette page de notre site internet en cliquant ici

926.753

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API